



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETS MARCHIO

17 RUE ARAGO
80130 Friville-Escarbotin

Références : 2025-E30113
Code AIOT : 0005102266

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement ETS MARCHIO implanté 17 RUE ARAGO 80130 FRIVILLE-ESCARBOTIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'une déclaration de cessation d'activité de la TAR, soumise à déclaration avec contrôle périodique, ainsi que pour le contrôle de l'auto-surveillance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS MARCHIO
- 17 RUE ARAGO 80130 FRIVILLE-ESCARBOTIN
- Code AIOT : 0005102266
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Créée en 1975, la société ETS MARCHIO est une entreprise à vocation de sous-traitance dans le domaine du traitement de surfaces, d'articles sanitaires notamment. La société dispose actuellement d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 10 juillet 2012 l'autorisant à exploiter un volume de bains de 55 880 litres (nickelage, chromage, cuivrage, démétallisation). Du fait de ce volume de bains, l'établissement est soumis à la directive IED relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant n'a pas rempli la déclaration annuelle des émissions et des transferts des polluants et de déchets sur le site internet GEREPE, il dispose désormais de 7 jours pour remplir sa déclaration.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 9.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Vérification électrique	Arrêté Préfectoral du 07/02/1983, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Cessation d'activité - TAR	Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 1.5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans un délai de 2 mois, les justificatifs relatifs aux points suivants :

- L'exploitant réalisera sa déclaration GIDAF pour le 1er semestre 2025 et s'assurera de la complétude des analyses réalisées.
- Dans l'hypothèse où les analyses de 2025 ne seraient pas complètes, il en informera l'inspection des installations classées et procédera aux analyses complémentaires le cas échéant.
- L'exploitant complétera et transmettra son état des stocks en indiquant les unités de mesures associées aux produits stockés.

- L'exploitant complétera et transmettra la liste des bains présents dans l'installation en mentionnant les dangers associés.
- L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport d'intervention justifiant la réalisation des travaux de mise en conformité des installations électriques.

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, un projet d'arrêté de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des eaux souterraines selon les dispositions suivantes : deux fois par an:</p> <ul style="list-style-type: none"> - relevé du niveau piézométrique - prélèvement et analyse des substances pertinentes susceptible de caractériser une éventuelle pollution de la nappe [...] <p>Transmission des résultats des mesures et de leur interprétation à l'inspection des installations classées</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté, lors de la visite d'inspection, les résultats d'analyse du piézomètre « Friville 3 » (piézomètre aval). Les prélèvements ont été réalisés en mars 2025 par la société AQUA PM. L'exploitant a transmis, par mail après la visite d'inspection, les résultats d'analyses pour Friville 1, 3 et 11. La périodicité du plan de surveillance est respectée. L'exploitant n'a pas encore effectué la déclaration sur GIDAF pour les analyses de mars 2025. De plus, un paramètre est manquant dans la déclaration GIDAF d'octobre 2024 (C2-H-CI5 (5924)).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalisera sa déclaration GIDAF pour le 1er semestre 2025 et s'assurera de la complétude des analyses réalisées. Dans l'hypothèse où les analyses de 2025 ne seraient pas complètes, il en informera l'inspection des installations classées et procédera aux analyses complémentaires le cas échéant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
Constats : L'exploitant a présenté, durant la visite d'inspection, l'état des stocks à jour au 20 juin 2025 pour les produits suivants : cyanure de potassium, cyanure de sodium, cyanure de zinc et soude caustique. Cet état des stocks précise les numéros CAS et les mentions de danger des produits associés. Toutefois, l'état des stocks présenté ne permet pas d'apprécier les quantités stockées sur site. L'exploitant assure le suivi des quantités de bidons ou de fûts ; toutefois, l'état des stocks ne comporte pas d'information sur le tonnage ou le volume associé aux produits. L'exploitant a présenté, durant la visite d'inspection, la liste des bacs présents dans les différents ateliers de traitement. Cet état comporte le nom des produits présents dans les bacs ainsi que les volumes associés en litres. Toutefois, cet état ne précise pas les dangers associés aux différents bacs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complètera et transmettra son état des stocks en indiquant les unités de mesures associés aux produits stockés. L'exploitant complètera et transmettra la liste des bacs présents dans l'installation en mentionnant les dangers associés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Vérification électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/1983, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification électrique
Prescription contrôlée : [...] Des rapports de contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques seront régulièrement établis et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

Et complété par l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2012 qui prévoit notamment que :

"Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisation...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des mesures éventuelles mesures correctives prises. [...]"

Constats :

L'exploitant a présenté, durant la visite d'inspection, le dernier rapport de vérification des installations électriques en date du 07/02/2025 (rapport n° 7794601/1.25.1). Le rapport comporte 12 nouvelles remarques. Le Q18 de Bureau Veritas conclut que l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion et indique que deux remarques sont récurrentes.

L'exploitant a présenté, durant la visite d'inspection, un devis de la société ACTENIUM, signé en date du 25 juin 2025, afin de procéder aux travaux de mise en conformité visant à atteindre un niveau satisfaisant des installations électriques, à savoir produire un Q18 ne concluant pas à la probabilité d'entraîner un risque d'explosion ou d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport d'intervention justifiant la réalisation des travaux de mise en conformité des installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Cessation d'activité - TAR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 1.5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité - TAR

Prescription contrôlée :

[...]

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévues ci-dessous indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site;
- des interdictions ou limitation d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévus(s) au premier alinéa du présent article.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un dossier de déclaration ICPE relatif à la cessation d'activité de la tour aéro-réfrigérante (TAR), soumise à déclaration avec contrôle périodique (rubrique 2921).

Cette déclaration est complétée par un porté à connaissance (rapport n° 251019 070) adressé à l'inspection des installations classées le 19 juin 2025.

L'exploitant a indiqué que l'équipement a été déconstruit puis vendu.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté la facture de vente n° 21442 attestant de la cession de l'équipement référencé « tour de refroidissement Baltimor n° H210834201 ».

L'inspection a pu constater que la tour aéro-réfrigérante n'est plus présente sur le site. Son emplacement est désormais occupé par un laveur de gaz destiné à la nouvelle chaîne de traitement en cours d'installation et faisant l'objet du PAC(rapport n° 251019 070).

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de donner acte de la cessation d'activité partielle au titre de la rubrique 2921 (installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle).

Type de suites proposées : Sans suite